

## ARRÊTÉ TEMPORAIRE

**Le Maire de la Ville de CHINON,**

**Vu,** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu,** le Code de la Route,

**Vu,** le Code Pénal,

**Vu,** le Code de la Voirie Routière,

**Vu,** le Code Général de la Propriété des personnes publiques,

**Vu,** l'Arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié et complété, relatif à la circulation routière,

**Vu,** le Règlement de voirie de la ville de Chinon du 24 juin 2021,

**Vu,** la délibération des tarifs municipaux pour l'année 2024 en date du 15 décembre 2023,

**Vu,** la demande en date du 28 mai 2024 présentée par **Monsieur Jean LE GALL – 23 B rue Jean Jacques Rousseau – 37500 CHINON**

**Considérant,** qu'un emménagement de mobilier – **23 B rue Jean Jacques Rousseau,** nécessite un aménagement du stationnement des véhicules.

## ARRÊTE

**Article 1 :** En raison d'un emménagement de mobilier – **23 B rue Jean Jacques Rousseau,** le stationnement de tout véhicule sera interdit sur la valeur de trois emplacements et réservé au véhicule chargé de l'emménagement **sur la partie basse du parking de la Place Hofheim :**

- **Le samedi 08 juin 2024 de 08 h 00 à 18 h 00.**

**Article 2 :** Tout stationnement dans la zone de l'emménagement sera considéré comme gênant en référence à l'article R. 417-10-2-al.10 du Code de la Route.

**Article 3 :** La fourniture, la mise en place, l'entretien l'enlèvement des barrières et panneaux incomberont entièrement au responsable de l'emménagement, la signalisation devant être conforme aux dispositions du Code de la Route.

**Article 4 :** La présente autorisation est subordonnée à l'acquittement d'une taxe de « réservation du domaine public » de 28,95 € (28,95 € tarif par jour).

**Article 5 :** Le pétitionnaire est tenu d'afficher le présent arrêté municipal sur le lieu d'intervention.

**Article 6 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la ville de Chinon ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le tribunal administratif d'Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr> ».

**Article 7 :** Monsieur le Directeur Général des services de la Mairie de Chinon, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, Monsieur le Responsable du Service de Police Municipale Intercommunale, Madame la Gestionnaire du Domaine Public, le Responsable chargé du déménagement, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur des services techniques communs de la CCCVL et à Monsieur le Commandant du Centre de Secours Principal de Chinon, pour information.

**Certifié exécutoire par :**

Affichage fait le 04 JUIN 2024

Fait à Chinon le 29 MAI 2024

Le Maire,



Jean-Luc DUPONT

Fait à Chinon, le 29 MAI 2024

Le Maire,

  
Jean-Luc DUPONT

